

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 20 au 26
mars 2020

Région

Aide de la BID face au COVID-19 : redéploiement de crédits pour les quatre pays du Mercosur

Argentine

COVID-19 : situation de l'épidémie et mesures sanitaires

COVID-19 : mesures économiques et financières

La Banque mondiale engage 300 MUSD pour consolider un programme d'allocations sociales.

Restructuration de la dette : les services du FMI publient une note sur la soutenabilité de la dette publique argentine alors que le ministre des Finances engage son *roadshow* virtuel.

Le PIB argentin a enregistré une baisse de 2,2% en 2019.

Déficit primaire : 27,5 Mds ARS (428,7 MUSD) en février du fait d'une diminution des recettes fiscales en termes réels

Le déficit du compte courant argentin a été divisé par 8 en 2019.

L'Argentine maintient un excédent commercial en février (1,1 Md USD).

Réduction du chômage à 8,9% au T4 2019, mais progression du travail précaire

Chili

COVID-19 : augmentation du nombre de cas ; mesures sanitaires ; report du processus de réforme de la constitution

Prix à la production : +5,3% en g.a. en février

Paraguay

COVID-19 : situation et mesures sanitaires ; projet de loi « d'urgence sanitaire » comprenant des mesures de soutien économique (1,6 Mds USD)

La banque publique BNF facilite l'accès au crédit.

Uruguay

COVID-19 : situation sanitaire, soutien financier de la BID

COVID-19 : mesures financières

Diego Labat a pris ses fonctions le 20 mars à la tête de la BCU

PIB : +0,2% en 2019

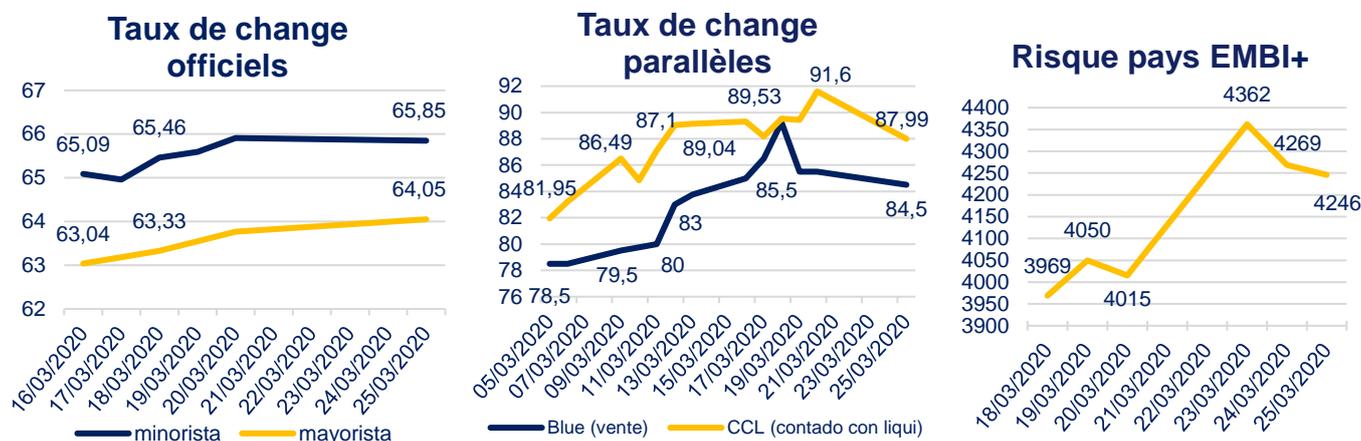
Prévisions du consensus de marché de mars

Région

Aide de la BID face au COVID-19 : redéploiement de crédits pour les quatre pays du Mercosur

A la demande de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay, la BID a reprogrammé des financements existants du secteur de la santé afin de les mobiliser pour lutter contre la pandémie. L'organisme multilatéral a également annoncé prévoir de rediriger des fonds engagés pour d'autres secteurs afin de financer le secteur de la santé, pour un montant total de 1,5 Md USD. Enfin, la BID prépare des propositions concernant le soutien aux populations vulnérables et atteintes, la gestion fiscale et financière et le soutien aux PME.

Argentine



COVID-19 : situation de l'épidémie et mesures sanitaires

Au soir du 25 mars, 502 cas ont été répertoriés et 8 décès recensés.

Le président Alberto Fernandez a déclaré qu'il était possible que le confinement obligatoire de la population soit prolongé au-delà du 31 mars (probablement jusqu'au 12 avril) et a affirmé que le pic de l'épidémie dans le pays était prévu à l'heure actuelle pour la première quinzaine du mois de mai. La suspension des transports internes de moyenne et longue distance (trains, avions, bus) a également été prolongée, au moins jusqu'au 31 mars, et les exceptions à cette règle (notamment les vols dits spéciaux) se font plus rares.

Des vols pour rapatrier les Argentins depuis l'étranger sont prévus jusqu'au 26 mars, mais devraient être suspendus par la suite, sauf exceptionnellement pour les populations prioritaires (plus de 65 ans, personnes malades, etc.).

COVID-19 : mesures économiques et financières

Un décret paru le 23 mars instaure un « revenu familial d'urgence », sous forme de prime unique de 10 000 ARS (144 EUR) au mois d'avril, pour les travailleurs informels, aides domestiques et travailleurs indépendants (*monotributistas*), de catégories A (au revenu moyen de 17400 ARS par mois soit 250 EUR) et B (au revenu moyen de 26100 ARS, soit 376 EUR, par mois). Le coût de cette mesure estimé à 37,5 Mds ARS (538 MEUR) et 30% des ménages pourraient en

bénéficiaire. Le directeur de l'ANSES, Alejandro Vanoli, a affirmé que la mesure pourrait être répétée en mai, selon l'évolution de la crise.

Par ailleurs, les ménages vulnérables (allocataires de l'AUH, retraités, indépendants percevant moins du double du salaire minimal), ainsi que les PME, n'ayant pas pu payer leurs factures de gaz, électricité, eau, télévision et internet, ne verront pas ces services coupés pour une durée de six mois à compter du 24 mars.

La BCRA a réactivé à partir du 26 mars le *clearing* bancaire (gestion des chèques), dont elle avait annoncé la suspension du 20 mars au 1^{er} avril. Elle est revenue sur sa décision du fait du risque de rupture de la chaîne des paiements, notamment des difficultés pour les paiements de salaires par les entreprises. Des tensions devraient apparaître début avril, que la BCRA pourrait résoudre en étendant les possibilités de découvert des entreprises.

La Banque mondiale engage 300 MUSD pour consolider un programme d'allocations sociales.

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un financement de 300 MUSD (165 MUSD en 2020 et 135 MUSD en 2021) pour le renforcement du système de protection sociale. Le programme vise plus particulièrement l'amélioration de l'AUH (allocation universelle par enfant), notamment une meilleure couverture des secteurs les plus vulnérables. Ce programme avait été lancé en 2016 avec un premier prêt de 600 MUSD, complété en 2018, au début de la crise, par un financement additionnel de 450 MUSD.

Restructuration de la dette : les services du FMI publient une note sur la soutenabilité de la dette publique argentine alors que le ministre des Finances engage son *roadshow* virtuel.

Les services du FMI ont publié une [analyse technique](#) (n'impliquant pas l'aval des administrateurs) de la soutenabilité de la dette publique argentine. Celle-ci définit un « scénario macroéconomique réalisable » avec un déficit primaire de -1,6% du PIB en 2020, puis un équilibre en 2023 et un surplus de 1,3% à compter de 2025. La récession serait de 2,3% en 2020, suivie d'une reprise à hauteur de +2,2% en 2021. Ces prévisions ont été réalisées avant la propagation du COVID-19 et n'intègrent donc pas l'impact économique et financier de la pandémie.

Dans son communiqué, le Fonds réitère son soutien aux autorités, d'autant plus dans le contexte actuel de pandémie. Il réaffirme qu'une contribution substantielle de la part des créanciers privés sera nécessaire pour restaurer la soutenabilité de la dette avec haute probabilité.

Cette note est publiée alors que le ministre des Finances Martin Guzman commence cette semaine son *roadshow* (par visioconférence) pour négocier avec les détenteurs privés de la dette publique argentine.

Le PIB argentin a enregistré une baisse de 2,2% en 2019.

Le PIB s'est contracté de 1,1% au T4 2019 (par rapport au T4 2018) correspondant à une chute de l'investissement (-9%), une hausse des exportations (+7,4%) et une forte contraction des importations (-10,1%). La consommation privée (-1,9%) a moins diminué que la consommation publique (-3,1%).

Par rapport au trimestre précédent, le PIB s'est contracté de -1% en termes désaisonnalisés. L'activité a été marquée par une forte diminution de l'investissement (-6,4% en g.t.), une réduction de la consommation publique (-3,1%) plus forte que celle de la consommation privée (-0,8%), une hausse des exportations (+3,2%) et une chute des importations (-4,8%).

Sur la totalité de l'année 2019, le PIB enregistre une contraction de 2,2%. La consommation privée a chuté (-6,4%) bien davantage que la consommation publique (-1,5%). L'investissement s'est effondré (-15,9%), tandis que les exportations ont augmenté (+9,4%) et les importations fortement diminuées (-18,7%). Le secteur agricole a connu une croissance de 21,5%, tandis que l'industrie manufacturière s'est contractée (-6,3%). Le secteur de l'intermédiation financière a également subi une forte diminution de son activité (-11,5%), de même que celui du commerce (-7,8%).

Déficit primaire : 27,5 Mds ARS (428,7 MUSD) en février du fait d'une diminution des recettes fiscales en termes réels

A titre de comparaison, le secteur public avait engendré un excédent primaire de 6,7 Mds ARS en février 2019.

Les paiements d'intérêts ont représenté 40,8 Mds ARS (748,3 MUSD) en février 2020, le déficit total a donc atteint 67,6 Mds ARS (1,1 Md USD) le mois dernier.

Les recettes fiscales ont représenté 350,9 Mds ARS (5,47 Mds USD), soit une hausse de 36,8% en g.a. en termes nominaux et les dépenses 378,4 Mds ARS (5,9 Mds USD), soit +51,4% en termes nominaux, contre une inflation de 50,3% en g.a..

Le déficit du compte courant argentin a été divisé par 8 en 2019.

Le compte courant argentin a enregistré un solde négatif à hauteur de 3,46 Mds USD, un déficit huit fois inférieur à celui de 2018 (28 Mds USD). Le déficit des revenus primaires a atteint 17,3 Mds USD, dépassant l'excédent cumulé de la balance des biens et services (13 Mds USD) et des revenus secondaires (822 MUSD).

Le déficit des revenus primaires s'explique notamment par l'importance des paiements d'intérêts du secteur public (13,9 Mds USD). Au total, les paiements d'intérêts au reste du monde enregistrent un déficit de 12,5 Mds USD (secteurs public et privé confondus) et les paiements de dividendes un déficit de 4,7 Mds USD.

Le besoin de financement de l'Argentine a représenté 3,34 Mds USD en 2019, soit une réduction de 88% par rapport à 2018.

L'Argentine maintient un excédent commercial en février (1,1 Md USD).

Les importations se sont effondrées le mois dernier (-20,1% en g.a., à 3,2 Mds USD), et les exportations se sont légèrement contractées (-2,8%, à 4,3 Mds USD), ce qui a permis à l'Argentine de maintenir un excédent commercial (1,1 Md USD sur le mois).

Les principaux destinataires des exportations ont été le Brésil (-7,9% en g.a. à 836 MUSD), les Etats-Unis (-5% à 286 MUSD) et le Chili (-8,5% à 225 MUSD). A noter, un effondrement des exportations à destination de la Chine (-35,6% à 188 MUSD), mais un bond des ventes à destination de l'Indonésie (+18,7% à 219 MUSD).

Les principaux fournisseurs de l'Argentine ont été le Brésil (-26,4% à 692 MUSD), la Chine (-14,2% en g.a. à 580 MUSD), et les Etats-Unis (-29,9% à 334 MUSD).

Les exportations de matières premières agricoles ont bondi de 12,9% en g.a., à 1,2 Md USD (28,3% du total). Les importations d'automobiles se sont effondrées (-55,3% à 135 MUSD, ne représentant plus que 4,2% du total), comme celles de biens de capital (-27,3% à 512 MUSD et 16% du total).

Réduction du chômage à 8,9% au T4 2019, mais progression du travail précaire

Le taux de chômage s'établit à 8,9% au T4 2019, ce qui représente une amélioration de 0,2 pt par rapport au T4 2018 (9,1%) et de 0,8 pt par rapport au T3 2019 (9,7%). Le taux d'activité a représenté 47,2% (+0,7 p.p. en g.a.) et le taux d'emploi 43% (+0,8 p.p.).

Cette hausse de l'activité et de l'emploi et cette diminution du taux de chômage s'accompagnent cependant de tensions sur le marché du travail : le taux d'actifs occupés en recherche d'un autre emploi a crû de 1,7 p.p. en g.a., à 19%. Le régime d'indépendant est en croissance (+1,6 p.p., à 22,7% des travailleurs) au détriment du salariat (-1,9 p.p., à 72,6%) et parmi les salariés le taux de travailleurs sans plan retraite a augmenté (+0,6 p.p.), atteignant 35,9%.

Chili

COVID-19 : augmentation du nombre de cas ; mesures sanitaires ; report du processus de réforme de la constitution

Au matin du 26 mars, 1306 cas ont été confirmés, dont 4 patients décédés et 33 recensés comme guéris.

Le pays n'a pas instauré de confinement à l'échelle nationale. En revanche, un couvre-feu a été mis en place de 22h à 5h et des contrôles sanitaires ont été instaurés aux frontières entre les régions. Toutes les personnes de plus de 80 ans ont été appelées à se confiner. La capitale, Santiago, ainsi que six communes de l'agglomération, instaurent un confinement total pour au moins sept jours à compter du 26 mars, 22h. Les cours sont suspendus pour les deux prochaines semaines et des vacances scolaires ont été décrétées pour les deux dernières semaines d'avril.

La Chambre des députés a approuvé le report du référendum constitutionnel au 25 octobre 2020. Les élections municipales et l'élection de l'éventuelle convention constituante se tiendront le 11 avril 2021.

Prix à la production : +5,3% en g.a. en février

L'indice des prix à la production de l'INE a augmenté de 5,3% en g.a. en février, en particulier du fait des prix de la distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau, en hausse de 12,7% sur la même période et de ceux du secteur minier (+6,1%). L'industrie manufacturière a vu ses prix au producteur augmenter de manière plus faible (+2%).

Sur les deux premiers mois de l'année, les prix au producteur demeurent en diminution (-1,8% en g.a.), dont -4,6% pour le secteur minier, -1% pour la distribution d'électricité, gaz et eau, et +1,7% pour l'industrie manufacturière.

Paraguay

COVID-19 : situation et mesures sanitaires ; projet de loi « d'urgence sanitaire » comprenant des mesures de soutien économique (1,6 Mds USD)

Au 25 mars, 37 cas et 3 décès ont été confirmés. Le confinement total au niveau national, entamé le 21 mars, a été prolongé jusqu'au 12 avril. Le terminal de cars routiers d'Asunción est fermé depuis le 20 mars.

Un projet de loi d'urgence sanitaire a été présenté au Congrès le 23 mars, prévoyant de doubler les lits de réanimation dans les hôpitaux et d'octroyer une prime aux travailleurs de la santé (jusqu'au double du salaire minimal et jusqu'à deux reprises). Le projet autorise les ministères de la santé et de la justice à engager des travailleurs supplémentaires pour six mois pour faire face à l'épidémie.

Le projet prévoit un soutien financier aux 1,5 million de travailleurs informels (à hauteur de 25% du salaire minimal ; pour un montant de 300 MUSD au total). Jusqu'à 100 MUSD seront par ailleurs affectés pour indemniser les personnes en congé maladie et les chômeurs.

Les échéances de paiement d'impôts seront également prolongées de 60 jours et un moratoire est proposé pour les factures des services publics des mois de mars, avril et mai. Les banques ne pourront pas sanctionner leurs clients pour les chèques rejetés jusqu'au 1^{er} mai. Les expulsions des locataires sont suspendues jusqu'au mois de juin à condition d'avoir payé 40% du loyer mensuel.

Enfin, ce projet autoriserait l'Etat à s'endetter à hauteur de 1,6 Md USD et suspend le plafond de déficit public de 1,5% du PIB (objectif qui serait reporté « à moyen terme, soit un horizon de 4 ans »). Le vice-ministre de l'administration financière, Oscar Llamosas, a déclaré le 24 mars que le déficit primaire pourrait atteindre 4 à 5% du PIB en 2020.

La banque publique BNF facilite l'accès au crédit.

La BNF (Banco Nacional de Fomento, banque nationale de développement) a facilité l'accès à sa ligne de crédit dédiée au financement d'entreprises et ménages en difficulté.

- Les microentreprises (chiffre d'affaires de moins de 500 M PYG soit 75 837 USD) pourront emprunter entre 54,8 et 109,6 M PYG (entre 8312 et 16 623 USD).
- Les entreprises au chiffre d'affaire annuel de 500 MPYG à 2,5 Mds PYG (380 000 USD) pourront solliciter jusqu'à 600 M PYG (91 004 USD)
- Les grandes entreprises pourront emprunter jusqu'à 5 Mds PYG (760 000 USD)

Les prêts seront d'une durée de 12 mois et le taux de 7% pour les financements en guarani ; 5% pour ceux en USD.

Uruguay

COVID-19 : situation sanitaire, soutien financier de la BID

Au 26 mars, 217 cas ont été répertoriés et aucun décès n'a été à déplorer (4 personnes en réanimation). Le virus est en circulation dans le pays depuis le 15 mars. Avec 54,1 cas par million d'habitants, la stratégie uruguayenne repose sur le fait de pouvoir réaliser à partir de la semaine prochaine 1 000 diagnostics par jour, ce qui le positionnerait dans la liste des pays ayant la plus grande capacité de diagnostic. Avec une population de 3,45 millions d'habitants, la moyenne estimée serait de 290 tests/jour/million d'habitants (contre 234 tests/jour/million d'habitants en Corée au cours de la première quinzaine de mars). Le pic de l'épidémie est attendu en mai par les autorités.

Les frontières du pays ont été fermées, sauf pour les résidents et les frontaliers. Des mesures de distanciation sociale sont en vigueur, mais les autorités n'ont pas instauré de confinement total. Les plus de 65 ans ont été invités à rester chez eux ; ceux d'entre eux qui travaillent et ne pourront pas le faire à distance percevront une allocation congé maladie à hauteur de 70% de leur revenu. Un plan d'aide alimentaire est en cours d'élaboration, à destination de 200 000 personnes vulnérables.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a annoncé son soutien aux autorités uruguayennes dans la lutte contre le COVID-19. 6,5 MUSD de crédits disponibles seront redéployés pour financer l'achat de respirateurs artificiels et d'équipements sanitaires. Un prêt de 30 MUSD, initialement destiné à l'innovation entrepreneuriale, sera redirigé afin de financer l'achat de kits de diagnostic d'ici le 1^{er} mai. 50 MUSD sont immédiatement mis à la disposition de la BROU pour le soutien aux PME et 75 MUSD par la suite (« à court terme »).

COVID-19 : mesures financières

La ministre de l'économie, Azucena Arbeleche, a affirmé que les autorités allaient « mettre à disposition toutes les liquidités nécessaires » pour préserver la chaîne des paiements, notamment grâce à un soutien total attendu de 1,5 Md USD des organismes multilatéraux depuis les lignes de financement existantes (BID, Banque Mondiale, Fonplata), et jusqu'à 1 Md supplémentaire si des organismes (CAF, FMI) ouvrent une ligne de financement spéciale COVID-19.

Les mesures déjà annoncées sont les suivantes.

- La BCU a étendu les échéances des crédits du secteur non financier. Les institutions financières pourront, à la demande de leurs clients, prolonger ces échéances jusqu'à une durée de 180 jours.

- La banque publique BROU (Banco Republica) a ouvert, grâce au soutien de la BID une ligne de crédit de 50 MUSD à taux subventionnés avec des modalités de remboursement facilitées. La BID promet 75 MUSD supplémentaires « à court terme ».
- Le système national de garanties (SiGa) a augmenté sa ligne de financement des PME, de 50 à 500 MUSD, tout en étendant le montant des crédits qu'il pourra garantir à 2,5 Mds USD, et réduisant ses taux, de 2,6% à 0,78%.
- L'ANDE (agence nationale de développement) a étendu ses crédits à taux subventionné à destination des PME, et en a suspendu les remboursements pour 30 jours.
- Les paiements d'impôts de février et mars, notamment la TVA, pourront être effectués en six fois par les PME.
- Les paiements à la BPS (administration de la sécurité sociale), pour les indépendants et les PME de moins de dix salariés, pour les mois d'avril et mai, sont reportés à juin. 60% pourront être payés en plusieurs fois à taux d'intérêt nul et 40% pourront être exonérés et pris en charge par l'Etat.
- L'assurance-chômage spéciale qui était en vigueur pour les commerces, les restaurants, les bars et le secteur touristique, a été étendue à l'ensemble des secteurs de l'activité, à destination des entreprises dont l'activité a été réduite au moins de moitié en termes horaires. Cette allocation spéciale, représentant 25% du revenu moyen des six derniers mois, est prise en charge par le secteur public, s'ajoutant aux dispositifs existants.

Diego Labat a pris ses fonctions le 20 mars à la tête de la BCU

Diego Labat a salué ses prédécesseurs, le président, Alberto Graña, et le vice-président, Jorge Gamarra, pour avoir contribué à une « transition exemplaire ».

Face à l'épidémie de COVID-19, le nouveau président de la BCU a affirmé que l'institution chercherait à assurer la continuité du système financier, puis limiter l'impact macroéconomique de la crise sanitaire. Par ailleurs il a affirmé que « la politique monétaire doit contribuer à l'absence de restrictions économiques ». A moyen terme, il a annoncé que la Banque centrale maintiendrait la libre fluctuation du taux de change, mais interviendrait si nécessaire afin de réduire la volatilité et s'assurer que le taux de change s'ajuste aux fondamentaux de l'économie.

L'inflation « devra converger à des taux de niveau international » afin de développer les marchés et le fonctionnement général de l'économie. Des annonces concrètes en ce sens sont prévues une fois passées les turbulences dues à la pandémie. Un agenda favorisant la dé-dollarisation de l'économie sera également annoncé. L'approfondissement des marchés financiers et le développement de l'intermédiation sont également prévus dans ce cadre. Le comité de politique monétaire (COPOM) se réunira plus fréquemment au long de l'année. L'indépendance de la BCU sera renforcée afin d'améliorer sa crédibilité.

PIB : +0,2% en 2019

Au T4 2019, le PIB a augmenté de 0,2% en g.a., soit 0,6% en g.t. en termes désaisonnalisés.

Sur la totalité de l'année, la croissance de l'activité est ressortie à 0,2%. Le secteur primaire a vu son activité se contracter (-3,8%), tout comme l'industrie manufacturière (-1,1%). En revanche, la production d'électricité, de gaz et d'eau a augmenté (+5,7%), ainsi que celle du secteur du transport et des communications (+3,5%). La consommation a augmenté de 0,5%, et la formation brute de capital fixe de 1,4%. Les exportations ont crû de 1,2% et les importations de 0,2%.

Prévisions du consensus de marché de mars

- PIB : -0,13% en 2020 (-1,67% au S1), +2,67% en 2021
- Inflation annuelle : 9,21% en 2020 et 8,15% en 2021
- Inflation mensuelle : 1,1% en mars
- Emploi : -0,9% en 2020 ; +1,7% en 2021
- Déficit public total : -5,1% du PIB en 2020 et -4,55% en 2021
- Taux de change : 45,54 UYU/USD fin mars, 44,8 UYU/USD fin 2020, 49,09 UYU/USD fin 2021

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenaosaires@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Maria Roubtsova

Revu par : Bruno Ménat

Version du 26 mars 2020